



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de **LA CHINE HORS LES MURS n° 39**

SOMMAIRE

Editorial , par le comité France Chine	1
L'impact des élections sur les relations sino-américaines , par Philippe Le Corre.....	4
Point sectoriel n°1. L'ère de la blockchain sera-t-elle chinoise ? , par Paul Clerc-Renaud	6
Point sectoriel n°2. En Chine la révolution de la blockchain est en marche , par Gilbert Réveillon	7
Les groupes chinois mondialisés :	
VeChain : la blockchain au service des entreprises , par le Comité France Chine	11
BRI digest : la BRI vue du Brésil , par Bertrand de Solère	13
Actualité de la BRI – dernier bimestre , par Paul Clerc-Renaud	15
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Paul Clerc-Renaud	16
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le comité France Chine	20

Editorial

L'accord de principe Europe-Chine : première grande étape d'une «longue marche»

Lors de sa dernière visite en Chine en novembre 2019, le Président Macron avait fondé sur la signature de l'accord global sur les investissements entre l'Union européenne et la Chine (AGI) un grand espoir : celui d'obtenir un réel rééquilibrage des relations économiques Europe-Chine, et non pas un simple engagement symbolique. L'Accord surprise obtenu *in extremis* le dernier jour de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, le 30 décembre dernier, est-il à la

hauteur de cette attente ? Rappelons qu'à ce stade, le texte de l'Accord n'est pas disponible et nos commentaires devront être réévalués à la lecture du texte final.

Une longue négociation à rebondissements

L'annonce à la suite de la vidéoconférence entre Ursula von der Leyen (présidente de la Commission européenne), Charles Michel (président du Conseil européen), la Chancelière Angela Merkel, et les Présidents Emmanuel Macron et Xi Jinping, clôt 35 cycles de négociations menés depuis 2013. En effet, ces dernières années, la perception de la Chine par les dirigeants européens s'est détériorée et les négociateurs se sont heurtés à de nombreux écueils avant d'aboutir à cet accord de principe sur l'AGI (« Accord »), fondé sur un meilleur accès au marché chinois pour les entreprises de l'UE et sur la modernisation des traités bilatéraux de protection des investissements conclus entre la Chine et les Etats membres. L'Accord porte donc de nombreux espoirs nés d'échanges tumultueux et prolongés.

Une victoire pour la Chine dans un contexte géopolitique devenu propice

Cet Accord de principe repositionne le Président Xi en homme fort à l'échelle diplomatique. En effet, la Chine tire déjà les bénéfices d'un accord transpacifique avec la signature, le 15 novembre 2020, du Partenariat régional économique global (RCEP en anglais) qui crée la plus grande zone de libre-échange du monde. Avec la signature de l'AGI, elle profitera aussi d'une plus forte dépendance des entreprises européennes au marché chinois. La victoire chinoise se décline ainsi en trois volets : (i) encourager les investissements européens en Chine pour stimuler son économie, son innovation et le développement de ses technologies et secteurs à haute valeur ajoutée, (ii) légitimer le régime chinois dans l'opinion domestique et internationale après une période de durcissement diplomatique risquant d'aboutir à un isolement au premier semestre et enfin (iii) préempter la politique de coordination sur la Chine entre les Etats-Unis et l'UE, la nouvelle administration Biden n'étant pas encore opérationnelle.

Des avancées réelles pour les entreprises européennes ... même si certaines attentes restent en suspens

L'UE explique obtenir le respect de certains principes par la Chine : (i) les entreprises européennes bénéficieront de l'uniformisation des conditions de concurrence entre les entreprises européennes et chinoises (transparence des subventions d'Etat pour les entreprises publiques chinoises et interdiction des transferts de technologie forcés) ; (ii) l'Accord défend le traitement équitable entre investisseurs chinois et européens ; (iii) Pékin accepte des clauses garantissant un terrain de jeu égal et les entreprises européennes auront accès aux organismes chinois de normalisation.

En termes de secteurs, des concessions permettent d'aboutir à de nouvelles ouvertures du marché chinois : industrie automobile (véhicules électriques et hybrides), services de « cloud », services financiers, hôpitaux privés et maisons de retraites, services liés au transport aérien, transport maritime, télécoms etc. Même si l'ouverture ne se fait pas partout dans les mêmes proportions, cela devrait être la fin des restrictions quantitatives en termes de limite de pourcentage en équité, ou d'obligation de joint-venture pour certains secteurs comme celui des voitures électriques et celui des hôpitaux privés pour les villes chinoises de 5 à 10 millions d'habitants.

Cependant, l'AGI ne répond pas à toutes les espérances. Dans certains secteurs ouverts mentionnés ci-dessus demeurent encore d'autres limites et conditions. L'accès aux marchés publics en Chine n'est pas traité et les litiges, à ce stade de la négociation, restent soumis aux différents traités d'investissements bilatéraux pour la partie post-investissement. Enfin, alors que certains saluent des avancées notables et nouvelles (engagement de la Chine de (i) mettre en œuvre de manière effective l'Accord de Paris sur le changement climatique et de (ii) réaliser « *des efforts continus et soutenus en vue de la ratification* » de la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé), d'autres s'accordent à dire que ce ne sont que des effets de manche. Seul l'avenir le dira.

Un accord défendu par l'UE et le couple franco-allemand

De nombreux éléments justifient le soutien de l'Accord par Bruxelles et le couple franco-allemand. En effet, l'UE est parvenue à négocier avec la Chine un Accord plus avancé que l'accord de phase 1 avec les Etats-Unis, et l'AGI pourra servir de référence de départ pour de nouvelles négociations. Renforcer les relations économiques entre les deux zones géographiques est favorable pour les entreprises européennes dans un contexte économique mondial 2020 de récession, où la croissance chinoise a été de 1,9% et où la Chine est devenue le plus gros client de l'UE depuis le 4^{ème} trimestre. Même s'il est décrié, cet Accord a le mérite d'essayer de promouvoir les valeurs politiques et sociales de l'UE avec un début de promesse d'engagement inédit de la Chine sur l'éradication du travail forcé. Enfin, cet Accord permet à l'UE de retrouver une certaine indépendance stratégique vis-à-vis des Etats-Unis.

Ce sera à la présidence française du Conseil de l'Union européenne, en janvier 2022, de faire l'état des lieux de la réalité des dispositions chinoises pour mettre en œuvre cet Accord.

Une étape importante aux signes positifs à confirmer

Les discussions autour de cet Accord traduisent la réalité complexe d'une Chine tantôt partenaire, tantôt concurrente, tantôt rivale selon les sujets. Il est nécessaire de rester réaliste. Ces négociations n'ont pas pour objectif de changer les valeurs et le système politique de la Chine. La conclusion de cet accord de principe correspond à un moment où les intérêts de l'UE et de la Chine ont convergé : respectivement, un intérêt économique européen fort en Chine, et une volonté de Pékin de parer la stratégie américaine d'isolement de la Chine.

Les étapes avant la mise en œuvre de l'AGI sont encore multiples : révision juridique, signatures, ratification (compliquée) par le Parlement européen. Une fois l'AGI signé, les deux parties disposeront de deux ans pour négocier le contenu d'un accord sur les règles de protection des investissements privés et sur le règlement des différends en matière d'investissements.

Ainsi, l'Accord pourrait combler de nombreuses attentes pour les entreprises mais seule la communication du texte définitif, sa ratification et les mesures réelles de mise en œuvre en Chine permettront de confirmer cette analyse. Dans tous les cas, la seule attitude critique à ce stade n'est pas constructive. Il convient de saluer les efforts des deux parties qui ont eu le mérite de trouver un accord de principe en clôture d'une année sans déplacement physique entre les équipes de négociateurs européens et chinois. Ce résultat traduit une envie sino-européenne de partager des règles communes, souhait dont il faut se féliciter dans un contexte où le risque de cloisonnement des perceptions de chaque partie, dû au manque de contact physique, est grandissant.

Comité France Chine



Le retour des démocrates peut-il favoriser une meilleure relation avec la Chine ?

Après quatre années d'une présidence Trump désastreuse, notamment en matière de relations internationales, l'ère qui s'ouvre devrait être d'une autre tonalité. La longue expérience diplomatique du président Joe Biden, et la qualité de son équipe rassurent d'ores et déjà les interlocuteurs de l'Amérique, en particulier les alliés asiatiques que sont le Japon, la Corée du Sud ou l'Inde. En Chine, les attentes sont minimales au vu des déclarations de Biden lui-même, ainsi que de nominations qui présagent une poursuite de la concurrence stratégique, économique et technologique entre les deux pays. En tout état de cause, l'Asie – ou plutôt l'Indo-Pacifique – sera la priorité de l'administration.

La nomination d'un « coordinateur Indo-Pacifique » au Conseil National de Sécurité (NSC) en la personne de Kurt Campbell, ancien responsable de l'Asie au Département d'Etat (2009-2013) et cheville ouvrière du « Pivot asiatique » sous la présidence Obama, est révélatrice de l'importance conférée à ce dossier. Campbell est l'homme de nombreux réseaux démocrates, mais aussi asiatiques, à travers ses activités de recherche et d'écriture (il fonda le CNAS - *Center for a New American Security*, un influent think-tank sur les questions de défense) ainsi que son cabinet de conseil, *The Asia Group*. Il sera notamment assisté de Laura Rosenberger (*Senior Director for China*, ancienne cheffe de cabinet d'Antony Blinken, le nouveau secrétaire d'Etat), et par Rush Doshi, deux démocrates aux analyses percutantes et particulièrement virulentes à l'égard de la Chine de Xi Jinping. Au Pentagone, c'est Ely Ratner – autre plume aiguisée, longtemps conseiller de Joe Biden – qui suivra le dossier Asie. Quant au poste très important de Représentant pour le Commerce (USTR – membre du Cabinet), il a été attribué à Katherine Tai, une experte des affaires commerciales, d'origine taiwanaise. Succédant à Robert Lighthizer, l'homme de la « guerre commerciale », dans l'administration Trump, elle aura fort à faire pour rétablir une situation normale après une politique de sanctions qui n'a à l'évidence pas porté ses fruits. Au cours de l'année 2019, les exportations chinoises vers les Etats-Unis ont augmenté de 7,9 % à 45,2 milliards de dollars malgré les sanctions – et malgré l'accord sino-américain dit « phase 1 » de janvier 2019.

Les premières nominations démontrent l'intérêt que la nouvelle administration américaine accorde aux questions asiatiques, et à la Chine en particulier. Il reste à attribuer de nombreux postes techniques, ainsi que les ambassades. La présidence Biden ne sera pas celle d'un revirement complet face à Pékin, loin de là. Ses actions, moins provocatrices vis-à-vis de Pékin, n'en seront pas moins fidèles à la ligne bipartisane qui préside au Congrès depuis quelques années – et que la présidence Trump, malgré ses excès, n'a fait que mettre en exergue. En la matière, la campagne présidentielle de 2016 a atteint certains sommets, la Chine étant depuis des années utilisée comme souffre-douleur par les candidats à la présidentielle, quels qu'ils soient. Mais n'oublions pas que les démocrates ne dominent les deux chambres du Congrès que d'une courte tête – surtout au Sénat, où le vote de la vice-présidente Kamala Harris sera déterminant pour les textes ou les nominations les plus sensibles. Les Etats-Unis étant en campagne électorale permanente, nombreux sont ceux qui ont déjà les yeux rivés sur les *mid-term elections* de 2022, avec de nombreux sièges pouvant rebasculer côté républicain. Le dossier chinois reste donc hautement critique pour la diplomatie américaine, ainsi pour les responsables du Pentagone.

Avec un régime chinois qui proclame haut et fort son nationalisme, la nouvelle administration devra faire preuve de doigté. Toute coopération avec Pékin sera délicate. Les sujets de tension (la situation très dégradée à Hong Kong ; la répression de la minorité ouïghoure au Xinjiang ; l'avenir de Taiwan ; l'impérialisme chinois en mer de Chine...) ne manquent pas.

Paraphrasant Kissinger, Campbell et Doshi écrivaient le 12 janvier, dans un article de *Foreign Affairs* qu'une véritable stratégie américaine devrait inclure « un équilibre des forces, la nécessité d'un ordre régional reconnu comme tel par les nations asiatiques, et celle d'une coalition de partenaires capables d'appréhender le défi chinois ». La seule façon de promouvoir ce nouvel équilibre des forces est une alliance avec ceux qu'on appelle communément les *like-minded countries* : outre les démocraties asiatiques déjà citées, plus l'Australie et la Nouvelle-Zélande, on pense à celles du continent européen bien sûr. Or la signature d'un accord sur les investissements UE-Chine, le 30 décembre dernier, a rendu plus complexe le rapprochement transatlantique que la nouvelle administration appelle de ses vœux. La solution, selon le nouveau « tsar » américain de l'Indo-Pacifique, Kurt Campbell : des alliances pragmatiques, au cas par cas, peut-être autour du concept de D10 (« D » comme démocraties) suggéré par le Royaume-Uni et comprenant les pays du G7 plus l'Australie, la Corée du Sud et l'Inde. Le « Quad » (Etats-Unis, Inde, Japon, Australie) continuera à jouer un rôle informel clé en Indo-Pacifique. De même, les liens étroits des Etats-Unis avec les pays accueillant des bases militaires (Corée, Japon, Singapour) se poursuivront. D'autres rapprochements avec des pays d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Indonésie) ne sont pas à exclure.

Les prochains mois donneront rapidement le ton de la relation sino-américaine, fruit d'un équilibre entre des services de sécurité et de défense américains l'œil rivé sur les sujets de mécontentement (mer de Chine du sud, Taiwan, attaques

cyber, espionnage industriel et plus généralement augmentation exponentielle du budget chinois de la défense...) et les représentants d'une ligne plus optimiste qui croient au marché chinois (notamment certaines grandes entreprises américaines de Apple à Starbucks, en passant par Coca-Cola et Nike). Depuis quelques semaines, le nombre de ceux prêts à s'accommoder d'une timide ouverture de Pékin en ce qui concerne l'accès au marché est à la hausse. De même au niveau gouvernemental, quelques sujets devraient permettre un timide rapprochement entre les Etats-Unis et la Chine si l'on en croit l'éminent sinologue David Shambaugh, professeur à George Washington University : le climat (qui fit l'objet d'un accord important entre Barack Obama et Xi Jinping fin 2014 – avant de devenir caduque sous Donald Trump) ; la non-prolifération nucléaire (Iran, péninsule coréenne) ; et surtout la santé publique, même si l'avenir de l'OMS demeure aussi incertain que la détermination de l'origine du virus Sars-CoV-2 malgré la visite des inspecteurs à Wuhan.

Concernant les premiers mois de l'administration Biden, on peut parier que Pékin dépêchera dès que possible ses émissaires, à commencer par son premier diplomate Yang Jiechi, membre du Bureau politique et directeur du bureau des affaires étrangères du parti communiste, à condition qu'il puisse rencontrer des interlocuteurs de bon niveau à Washington, et poser des jalons pour un éventuel sommet présidentiel. D'un point de vue chinois, ce dernier ne pourrait se tenir qu'entre mars – session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, qui mobilise l'ensemble des dirigeants – et juillet, le mois où se tiendront les festivités du 100^{ème} anniversaire du parti, durant lesquelles on entendra les rengaines nationalistes classiques. Rien ne dit que l'administration Biden soit prête à des compromis, étant donnée ses nombreuses contraintes domestiques liées à la gestion de la COVID-19 et au démarrage d'un programme législatif ambitieux. A cela s'ajoute la complexité du calendrier chinois en 2021, puis en 2022 : 20^{ème} congrès du parti, Jeux Olympiques d'hiver à Pékin. Il faut certes reprendre le dialogue politique, si les deux parties se mettent d'accord, mais la rivalité stratégique est désormais clairement établie et tout rapprochement passera nécessairement par un compromis.

Philippe Le Corre, Harvard Kennedy School, CCE Boston

Secteur



L'ère de la blockchain sera-t-elle chinoise ?

Le 22 octobre 2020, Xi Jinping a présidé une session du groupe de travail du bureau politique du Comité Central du PCC consacré au développement et aux perspectives des technologies des chaînes de blocs ou blockchains (BC). Il a souligné le rôle important de la blockchain dans le nouveau cycle d'innovation technique et de transformation industrielle, demandant des efforts accrus pour accélérer le développement de ce secteur.

Ceci prouve bien le rôle crucial de la blockchain dans la modernisation des divers systèmes de gouvernance publics et privés en Chine et à l'étranger, et la dimension stratégique de ces technologies, que dénote la mise en place précoce du hub BSN (blockchain-based service network) qui sert déjà de standard international en l'absence de réseau concurrent. Ce protocole internet permet le partage des données et des actifs numériques en toute transparence et fiabilité en vue de la mise en place de l'interconnectivité promise dans le cadre de la route de la soie numérique qui fait partie intégrante de la Belt and Road Initiative. Cette plateforme se veut être un hub pour les systèmes blockchain existants (Ethereum, EOS, Tezos, Neo, Nervos, Irisnet ...) et un portail obligé pour tous les développeurs d'applications décentralisées basées sur les technologies BC. Les fondateurs du réseau BSN (UnionPay, China Mobile et NDRC par le biais de SIC) ne laissent aucun doute sur la volonté de contrôle de l'Etat chinois sur cette technologie omniprésente de demain.

Ces objectifs sont parfaitement cohérents avec l'introduction du crypto yuan, monnaie digitale souveraine et exclusive (le trading du bitcoin et autres cryptomonnaies étant interdit en Chine) qui bien que n'étant pas basé sur la blockchain lui est compatible, la volonté étant de généraliser et de contrôler les moyens de paiement électroniques, outils ultimes de surveillance et de crédit social. La reprise en main par le régulateur d'Ali Pay et de Wechat Pay correspond sans doute à la volonté d'éviter le développement trop envahissant de systèmes de paiement digitaux incontrôlables, et du besoin systémique d'aligner ses premiers émetteurs de crédit (Ant Financial et Wechat Pay) sur les ratios prudentiels des banques tant chinoises qu'internationales. Rappelons que la base des utilisateurs de ces 2 plateformes « parasites » est composée d'individus non bancarisés...

L'introduction de la CBDC (Central Bank Digital Currency) chinoise qui doit être achevée d'ici les J.O. de 2022 vise également à affranchir la Chine de l'USD et des diktats américains en contournant par la voie digitale l'inévitable système SWIFT des règlements internationaux. Une plateforme de paiement publique fonctionnant indépendamment sur la base d'une blockchain doit être lancée en 2021. Elle permettra les règlements entre entreprises et particuliers adossés aux CBDC et autres stable coins mais sans la nécessité de convertir les transactions en crypto yuans.

Un peu partout en Chine se mettent en place des directives sectorielles concernant la sélection et l'utilisation des blockchains. Ainsi, des réglementations adressées par la Banque centrale aux banques, assurances et gestionnaires de fonds et du « Blue book » édité par la municipalité de Pékin concernant les innovations et applications blockchain dans le domaine de la gouvernance municipale et provinciale. La start-up de Pékin Conflux s'en est inspirée pour son projet de réorganisation de l'architecture informationnelle du gouvernement de la province du Hunan.

L'enchaînement de la blockchain au quantique

L'une des objections soulevées sur les limites de la blockchain concerne les coûts exponentiels de son minage (et de celui du bitcoin en particulier) ainsi que ses vastes besoins en énergie. Très vite, la Chine s'est spécialisée dans cette activité en situant de vastes capacités dans des régions riches en énergie (gaz, éolien ou solaire en Mongolie et au Xinjiang) puis en devenant le principal fournisseur de matériels de minage. Les sociétés Canaan et Bitmain malgré leurs aléas restent des fournisseurs incontournables dans ce domaine. Cependant, la part de la Chine qui était de 75% de la capacité mondiale se réduit face à la concurrence de pays producteurs d'énergie tels que le Kazakhstan. La Chine s'est donc lancée dans la quête du graal en la matière qui est la mise au point d'ordinateurs quantiques qui permettront de remplacer des batteries de serveurs énergivores par des systèmes de calculs des milliards de fois plus performants. Des opérateurs japonais ont déjà réalisé des opérations de minage en 14 millisecondes et malgré son retard relatif sur les Etats-Unis en matière d'informatique quantique, la Chine a annoncé en novembre avoir atteint la suprématie quantique avec le succès du calculateur Zhujiang de triage photonique de bosons. La Chine est à la pointe de l'innovation en matière de technologies quantiques ; elle a déposé 52% de tous les brevets mondiaux dans ce domaine. Cependant, elle concentre ses efforts comme nous l'avons signalé dans une précédente lettre sur la communication quantique sécurisée par intrication des photons. L'expérience réalisée avec le satellite Micius a été largement commentée mais, plus discrètement, la Chine met en place un réseau de communication quantique sécurisé en particulier pour le système de distribution électrique de State Grid Corporation of China qui est avec Ruban Technology le principal déposant de brevets dans ce secteur, trois organismes de recherche (China Academy of Science, Chinese University of Technology et Tsinghua) figurant dans le top 10 mondial des publications scientifiques dans le domaine. La même State Grid est également en pointe en matière de blockchain avec sa filiale State Grid Vehicle Service qui gère 400m KW d'énergie verte sur une plateforme de traçabilité alimentée par une blockchain.

Cependant, les progrès de l'informatique quantique menacent également l'invulnérabilité de la blockchain. La course est donc lancée parmi les leaders de la blockchain et les spécialistes de la cybersécurité (QuSecure, Qaisec ...) pour mettre au point de nouveaux protocoles : « Quantum Resistant Ledgers » conçus spécifiquement pour résister aux attaques provenant des ordinateurs quantiques.

Tout ceci explique les avancées de la Chine dans la compétition mondiale de la blockchain décrites dans l'article ci-dessous de Gilbert Réveillon.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong



Secteur

En Chine, la révolution de la blockchain est en marche

On n'a pas encore vu la vague de la blockchain mais elle est là. En France, comme en Europe, on s'interroge encore sur l'intérêt de cette innovation mais pendant ce temps-là, la Chine développe à vive allure les applications de la blockchain. Cinq exemples parmi des dizaines :

- 11 grandes villes chinoises ayant chacune quelques 25 millions d'habitants ont mis en œuvre la blockchain pour faire fonctionner toutes les applications de services publics, de paiement ainsi que différents services quotidiens. Ceci concerne plus de 300 millions de personnes et quelques millions d'entreprises, des très grandes mais aussi des myriades de PME,
- La banque centrale de Chine (PBOC) est en train de mettre en place une monnaie électronique reposant sur la blockchain et les cryptoactifs : le renminbi ou yuan digital. L'objectif est de concurrencer le dollar non seulement en Chine mais surtout dans les 130 pays faisant partie de la Route de la Soie (BRI).
- Le dernier smartphone de Huawei, le P40, est vendu en Chine avec en standard un « wallet » gérant des yuans digitaux reposant sur la blockchain. Cette application est opérationnelle après avoir été testée dans plusieurs villes chinoises sous le contrôle de l'administration.
- Alibaba a développé pour ses clients une galaxie d'applications. Elle intègre depuis quelques années déjà différentes interfaces avec des blockchains notamment pour effectuer des micro-paiements et des micro-dons, tel que le système Ali Pay après avoir concrétisé de nombreuses réalisations dans les domaines de l'agro-alimentaire et du transfert à l'étranger ([1]).
- A Shenzhen, capitale montante de la technologie chinoise, Tencent, qui est un des plus grands sites chinois avec les messageries QQ et WeChat et surtout les jeux électroniques on-line, a mis sur la blockchain la gestion des titres de transports du métro de la ville ainsi que de ses milliers de fournisseurs avec des gains de productivité et des possibilités de traçabilité impressionnants.

Manifestement, les Chinois ne nous ont pas attendu. Mais ils ne sont pas les seuls.

Aux États-Unis, le Congrès américain reconnaissait en décembre 2018 dans son rapport annuel les vertus de la blockchain sur les enjeux de la cybersécurité. Dans un autre domaine, Walmart, plus grand distributeur mondial, a profondément réduit les délais de ses processus de logistique et de paiement. Aux États-Unis, l'entreprise gère plusieurs centaines de milliers de fournisseurs. Grâce à la blockchain, les délais sont passés de 7 jours à 2 secondes. De son côté, IBM, qui est un acteur majeur de la blockchain, l'utilise pour sécuriser les architectures informatiques contre les cyberattaques. Elle s'en sert aussi pour effectuer la gestion de ses fournisseurs. Fort de ces expériences, ses équipes développent des applications destinées au secteur de la finance.

En Europe, un petit Etat, l'Estonie, est très en avance en matière de blockchain. Une grande partie des applications publiques concernant toute la vie des citoyens ont été transférés sur la blockchain, de la tenue du registre des naissances, aux mariages, à la mort ainsi que le cadastre. Cela marche si bien que le pays vend des modules de leur système eGOV aux pays qui sont intéressés.

En France, Carrefour a développé une application pour tracer les produits alimentaires grâce à la blockchain. C'est intéressant mais, comme on le voit, on ne joue pas dans la cour des grands. On fait des Proof of Concept (PoC), mais on hésite à aller plus loin en structurant la démarche et en mobilisant les ressources financières nécessaires.

Le rapport du député Jean-Michel Mis sur la blockchain publié en 2018 ([2]) a été une étape essentielle qui a permis de sensibiliser les décideurs publics de haut niveau aux bénéfices attendus de la blockchain et des cryptoactifs. C'est bien, mais aujourd'hui les enjeux sont devenus européens. De nombreux pays l'ont bien compris et on peut observer de nombreuses initiatives mais un peu « fleur au fusil ». Ceci est dû au fait que les décideurs ont actuellement tendance à sous-estimer l'ampleur de la menace.

Pourtant, certaines entreprises réagissent. Ainsi, l'entreprise française de logistique de produits agricoles Foodgates a décidé d'adopter le standard chinois de sécurisation BSN (Blockchain Service Network) ([3]) en avance sur tous ses concurrents européens (cf. Voir son communiqué de presse ([4])).

La cour des grands

Ali Pay, filiale financière d'Alibaba, compte un milliard de clients ([5]). L'origine de ce mastodonte numérique est le faible taux de bancarisation (40 %) et l'absence de carte de crédit liée. L'accès aux prêts n'étant pas possible vu l'absence de scores de risque traditionnels, inappropriés à une masse aussi importante d'utilisateurs, Ali Pay a, dans un premier temps, développé pour ces clients une application de portefeuille électronique (wallet) fonctionnant sur tous les smartphones et reposant ainsi sur une blockchain native et « seamless », c'est-à-dire accessible sans interruption de charges ou de flux. Elle permet de faire toute sorte de paiements.

Il a été ainsi possible de développer une application de micro-crédit avec son propre système de score de risque. Cette dernière applique strictement la réglementation chinoise de calcul du score de risques sociaux et comportementaux. Cette application est aussi basée sur la blockchain en utilisant ses possibilités d'interopérabilité ([6]). Cette opération a tellement réussi qu'aujourd'hui Ali Pay est devenu le 1^{er} émetteur de crédit au monde. Cette activité est devenue tellement importante que le gouvernement chinois a perçu qu'elle comportait des risques systémiques et vient de mettre un sérieux coup de

frein à cette expansion en imposant à Ali Pay de respecter les règles prudentielles appliquées par les banques et d'avoir suffisamment de fonds propres dédiés ([7]).

Tencent agit dans les mêmes domaines qu'Alibaba mais son rôle est plus important dans les logiciels de jeux en ligne fonctionnant sur mobile qui représentent un chiffre d'affaires de 18md USD devant Sony qui, avec ses consoles de jeux, réalise 12 md. Tencent a aussi une politique d'acquisition internationale qui se fait à un rythme phénoménal. Il a développé autour de WeChat un grand nombre (environ 1 million) de micro-services. Cette application ressemble à Facebook qui est interdit en Chine. Tencent a aussi développé ainsi un système de paiement mobile, WeChat Pay, utilisé quotidiennement par 1,2md de clients. Plusieurs de ses applications reposent aussi sur la blockchain. Ce système permet d'effectuer des paiements d'entreprise à entreprise, de consommateur à entreprise et de consommateur à consommateur. Dans certaines villes chinoises, les citoyens peuvent utiliser WeChat Pay pour payer leurs factures de gaz et d'électricité ou recharger leurs cartes de transport public.

Le gouvernement chinois surveille attentivement ces développements et commence à imposer des règles prudentielles beaucoup plus strictes à Ali Pay et à WeChat Pay afin de mieux maîtriser ses champions au leadership écrasant tant sur le marché domestique qu'international. Ils se sont d'abord développés sur le territoire de la Chine notamment sur les réseaux sociaux et places de marché numérique pour les pièces d'occasion pour Tencent au début des années 2000. Ils se sont ensuite attaqués au marché de la région de la Greater Bay Area (Hong Kong, Macao) et s'intéressent à présent à plus d'une centaine de pays couvrant un spectre de produits très important. Même le géant américain GE Healthcare est concurrencé sur le marché des grosses machines IRM. Depuis 3 à 4 ans, les CCE ont collationné les livres blancs des plateformes BC de ces principaux acteurs mondiaux, illustrant les fonctionnalités et spécifications technologiques de chacun, largement en avance de phase par rapport au acteurs français ou européens.

Le gouvernement central chinois est lui-même très actif en mettant en place 140 services recourant à la blockchain. Tout récemment, il vient d'en ajouter 12 qui seront d'abord testés dans la ville de Shenzhen. La lecture du tableau ci-dessous montre l'ampleur et les ambitions de cette démarche.

Project Name	Function	Goals
Municipal Commercial Bureau Airport International Logistics Blockchain Platform	Logistics, cross-border trade	Data sharing between merchants, logistics, operators, customs authorities, regulators, airport authorities to facilitate customs in cross-border air cargo trade.
Beijing-Tianjin-Hebei Port Customs Clearance	Logistics, cross-border trade	Data sharing between port authorities, tax agencies, and customs authorities to coordinate between port terminals.
City Financial Electronic Identity Authentication System	Enterprise banking	Reduce time and application materials, while ensuring identity authentication in enterprise banking.
City Electronics Bills System	Billing	Improve the ability of businesses to issue bills and track reimbursement.
Haidian District Finance Platform for SMEs	Finance for SMEs	Improve access to capital for SMEs and risk management for their lenders.
Municipal Real Estate Registration System	Property management	Revamp the management of real estate, including mortgages, deposits, utility bills, tax audits, and more.
Multi-terminal Business Licensing System	Enterprise Regulation	Improve authentication processes for businesses, as well as collaboration between firms through electronic certificates.
Internet + Government Haidian District Pilot	E-governance	Create a "national benchmark" for comprehensive blockchain-powered government. More than 100 government agencies will implement blockchain for managing anything from high-tech enterprises to unemployment benefits.
Xicheng District Government Services Pilot	E-governance	Improve bureaucratic efficiency for various government services through data sharing and electronic certificates.
Chaoyang District Government Services Pilot	E-governance	Improve bureaucratic efficiency for various government services through data sharing and electronic certificates.
Shunyi District Government Services Pilot	E-governance	Improve bureaucratic efficiency for various government services through data sharing and electronic certificates.
Beijing Economic and Technological Development Zone Government Services	Enterprise governance	Create a "one-stop" service platform in the special economic zone that manages government services. This will help make the area "a world-class business environment", according to Beijing.

La stratégie chinoise de mise en œuvre de la blockchain est clairement annoncée. La mise en place de ces applications se fait en deux temps. Les territoires servant de test sont identifiés, et quand les applications sont opérationnelles, elles sont généralisées sur l'ensemble de la Chine, en y associant des avantages fiscaux et administratifs à l'instar des FTZ (Free Trade Zone). Point fondamental, la Chine n'a pas attendu les réglementations européennes, américaines ou de l'ISO pour définir ses propres standards, notamment en matière de sécurisation et d'interopérabilité entre applications reposant sur des blockchains. Certaines entreprises étrangères commencent à les adopter. C'est le cas de Foodgates, précurseur dans l'appropriation du standard chinois BSN.

Ces déploiements ne sont pas le fait du hasard. Ils font partie d'un plan d'ensemble. A l'issue du 13^e Plan quinquennal qui vient de se terminer, le 14^{ème} Plan de l'Etat chinois, qui planifie les développements jusqu'en 2035, accorde une place privilégiée à l'intelligence artificielle, à l'informatique quantique et à la Blockchain. Un exemple parfait de cette démarche a été l'annonce en 2018 par Huawei de faire de la blockchain en mode cloud intégrant l'informatique quantique en mode Saas ([8]). Cette annonce a constitué une onde de choc et a eu un grand impact international. Pour réussir ce pari, affirmer la suprématie des technologies chinoises et réaliser leurs ambitions internationales, l'Etat mise sur « le couplage civil et militaire ». Xi Jinping définit cette démarche comme une « fusion » des démarches militaires et civiles. Les dirigeants chinois en espèrent un puissant effet de levier. L'objectif est la conquête de marchés mondiaux en compétition ouverte avec les acteurs américains du numérique. Le découplage entre la Chine et les Etats-Unis voulu par Washington a intensifié ce processus et, en même temps, a laissé libre cours aux fantasmes les plus surprenants.

Les avantages de la blockchain

La rapidité du déploiement de la blockchain est, en grande partie, due aux gains de productivité importants qu'elle permet de dégager. Ainsi, dans une banque, l'ouverture d'un compte est toujours une opération longue et délicate. Avec la blockchain, il est possible de réduire ce délai à quelques minutes notamment grâce à l'interopérabilité des systèmes. Ceci se traduit par une réduction drastique des coûts de transactions. Ainsi, dans une opération classique de change et de virement, le coût est de 1 à 3 % du montant à traiter. C'est aussi le cas avec PayPal. La même opération faite avec la blockchain, quel qu'en soit le montant, ne coûte que quelques centimes ([9]). Si on compare ces coûts avec ceux du système mondial de virement entre banques SWIFT qui gère des montants considérables, la différence est importante. De manière plus générale, la généralisation de la blockchain va permettre des économies massives et fera disparaître un grand nombre de rentes de situation. Face à cette menace qui met en jeu sa survie, le réseau SWIFT a décidé de prendre en compte la blockchain. La création du réseau R3 illustre bien cette compréhension des enjeux. Récemment, PayPal a annoncé l'intégration du bitcoin dans son offre, tout comme le gestionnaire d'actifs BlackRock qui s'intéresse à la BC : les poids lourds s'y mettent et pèsent sur la balance de la valorisation « *exubérante mais peut-être rationnelle* » du bitcoin (plus de 760md USD de valorisation en janvier 2021).

L'arrivée de gros opérateurs comme pourrait l'être Facebook avec sa future crypto-monnaie Libra inquiète le monde bancaire et en particulier les banques centrales. En effet, forte de ces 2 milliards d'utilisateurs, la firme de Mark Zuckerberg pourrait considérablement bouleverser le monde de la finance et réduire considérablement ses commissions et donc ses profits. Il faut relativiser cette menace car Facebook est interdit en Chine. Elle concerne surtout l'Europe et les Etats-Unis. Les pays d'Afrique et d'Asie faisant partie de la Route de la Soie sont protégés par le parapluie chinois. Ceci montre que les risques ne sont pas les mêmes selon le territoire.

L'avenir commence demain

Pour que la blockchain s'impose, il est nécessaire de développer des standards de sécurité. C'est actuellement un point faible en Europe et aux Etats-Unis. Cependant, croyant bien faire, on risque de fixer des règles trop rigoureuses. De toute façon, la Chine a déjà fixé des règles et il est fort probable qu'elles vont s'imposer dans le monde entier comme c'est déjà le cas de Foodgates qui a intelligemment intégré BSN.

On a beaucoup et trop longtemps agité en Occident le problème de la « scalabilité », c'est-à-dire une dégradation des performances lorsque la taille des chaînes s'accroît. Il s'agirait d'un faux problème. Huawei, qui est un des leaders mondiaux de la blockchain (malgré l'oubli de FORBES dans son dernier classement BC 50 <https://www.forbes.com/sites/michaeldelcastillo/2020/02/19/blockchain-50/>), a résolu le problème en réalisant des prouesses techniques remarquables. Ce fait reste ignoré en Europe et aux Etats-Unis... où cette entreprise est considérée comme un prédateur avant d'être dans certains domaines un des leaders technologiques mondiaux ([10]).

En France, l'approche actuelle de la blockchain repose sur des acteurs atomisés butant sur une série de faux problèmes mis en avant par de puissants lobbies politico-médiatiques défendant leurs intérêts. La souveraineté numérique française est menacée par cette vision trop étroite et souffre aussi des trop longs délais de réactions imposés notamment par l'UE.

Le poids croissant de la Chine

Les deux problèmes les plus importants qui se posent sont liés à la politique chinoise. C'est d'une part le quasi-monopole des acteurs chinois sur les terres rares. Celles-ci sont indispensables à la fabrication des composants électroniques. La position dominante des Etats-Unis avec Intel, AMD, Nvidia, ... est déjà menacée par les Coréens du sud et les Taïwanais. L'interdiction d'exportation des composants américains a poussé la Chine à produire en masse des processeurs et des mémoires, certes d'un niveau de performance moindre, mais pour l'instant seulement : la fusion militaire-civil prônée par M. Xi va révéler des synergies en quelques années. Le développement de la blockchain demande en effet un nombre croissant de serveurs et ceux-ci demandent de plus en plus de composants électroniques.

D'autre part, le découplage de la Chine et des Etats-Unis voulu par la politique de rééquilibrage imposée par Donald Trump ne simplifie pas les problèmes d'adoption de la blockchain dans nos pays, car la plupart de la technologie de la blockchain vient de Chine. Par contre, ces mesures ont constitué un phénoménal coup d'accélérateur pour les entreprises chinoises. Le gouvernement chinois, pour accélérer le mouvement, a décidé de mettre en place des incitations fiscales et administratives dans le cadre de solides programmes nationaux et locaux couvrant les 10 prochaines années.

Manifestement, la Chine veut ravir la suprématie aux Etats-Unis et semble réussir ce retournement de situation dans de plus en plus de domaines... Son avantage tient au fait que ses décideurs raisonnent à 30 ans alors que dans nos pays, l'horizon du retour sur investissement est mensuel, trimestriel et annuel. Les acteurs chinois raisonnent en part de marché et non en termes de retour sur investissement. De plus, ils sont capables de mobiliser des capitaux importants pour développer l'ensemble de la chaîne de valeurs de la blockchain. Ils agissent en coordination dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'informatique quantique et de l'internet des objets. Il est vrai qu'ils raisonnent sur un marché de

1,3md de consommateurs ce qui permet de massifier et découpler les usages. Ce processus est déjà à l'œuvre dans le développement de la 5G, utilisée à ce jour par 150 millions de personnes en Chine. Le rôle de certains acteurs comme Alibaba, leader mondial du e-commerce, est crucial. A titre d'exemple, le 11 novembre, au cours de la journée des célibataires, Alibaba a réalisé 75md USD de volume d'affaires dont plus de 80% par smartphone. Mais il est aussi un acteur déterminant dans le domaine du cloud quantique. La blockchain est donc une pièce clé pivot de la démarche stratégique de l'ensemble de la chaîne de valeurs technologique et de dématérialisation (notamment des billets) mise en œuvre par l'Empire du Milieu.

Gilbert Réveillon, CCE Paris

[1] - La remise à l'étranger (remittance) est l'envoi fait par un travailleur expatrié d'une partie de son salaire à sa famille restée dans son pays d'origine. Plus généralement c'est l'envoi de petites sommes d'argent d'un pays à un autre.

[2] - Voir : http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/micblocs/l15b1501_rapport-information.pdf

[3] - BSN : A été développé par le Centre d'information de l'État chinois en coopération avec China Mobile, China UnionPay et Red Date Technologies. Il a pour objectif de construire une infrastructure qui abaissera progressivement les barrières d'accès aux technologies de la blockchain.

[4] - Voir le communiqué de presse de Foodgates : <https://foodgates.com/fr> et <https://www.crypto-news-flash.com/vechain-foodgates-connects-france-with-economic-giant-china/>

[5] - Ali Pay compte 600 millions d'utilisateurs actifs sur son marché domestique, et l'application de paiement mobile est déployée dans 36 pays dans le monde, dont 10 pays en Europe et en particulier en France (destiné aux touristes chinois).

[6] - Cette application est déjà largement diffusée à l'international. Ceci permet de comprendre le succès vertigineux du déploiement d'Ali Pay en Afrique et au Moyen Orient.

[7] - Alibaba est étroitement surveillé par les autorités chinoises. Récemment ses dirigeants envisageaient de mettre en Bourse sa filiale financière Ant Financial. L'administration chinoise a brusquement annulé l'opération que la société ne supportait pas les coûts financiers liés à l'application de la réglementation bancaire comme le font ses concurrents et de respecter les standards financiers internationaux tel que les IFRS ou encore de Bâle IV. C'est une inflexion importante de l'administration centrale chinoise car jusqu'alors Alibaba bénéficiait largement des facilités qu'elle lui accordait.

[8] - Voir <https://www.huaweicloud.com/intl/en-us/solution/hq/>

[9] - Si vous avez 10.000 euros à transférer avec un change en dollars cela vous coûtera entre 100 et 300 euros avec une banque et à peu près le même montant avec PayPal (Avec PayPal les frais de transfert et de change entre la France et les États-Unis s'élèvent à 3,5 %) mais pour convertir cette somme en bitcoins cela ne coûte que 3 euros. C'est tout l'enjeu de la blockchain.

[10] - Il est assez étonnant que des faits fondamentaux sont ignorés en France et plus généralement en Europe. Au lieu de cela on essaie souvent de créer un champion national. On n'a pas tiré les leçons de l'échec du Cloud Souverain qu'il soit à vocation purement française ou européenne. Malgré les injections massives d'argent on n'y arrive pas !

Les groupes chinois mondialisés

VECHAIN : LA BLOCKCHAIN AU SERVICE DES ENTREPRISES

Une start-up shanghaienne devenue un acteur mondial incontournable de la blockchain

Fondée en 2015 à Shanghai, VeChain est une start-up qui a créé **en utilisant la technologie blockchain, une plateforme de gestion des processus dans les chaînes d'approvisionnement** : contrôle qualité et garantie d'authenticité des produits par ses usagers. Elle a noué depuis son lancement dans une vingtaine de secteurs de nombreux partenariats auprès de sociétés de renom (PwC, DNV GL, Grant Thornton, Walmart China, H&M, LVMH and Bayer China etc.), preuve de son succès.

Sunny LU, aujourd'hui CEO et ancien CIO de Louis Vuitton China, est à l'origine de VeChain. Il s'est entouré d'une équipe de plus de 70 personnes dans le monde, composée pour la moitié de spécialistes de la blockchain.

Ses activités se sont **développées à l'international** à travers l'ouverture de bureaux en Chine où est basé son siège, à Singapour, au Luxembourg, au Japon, en France, en Italie et aux États-Unis. Avec 3 bureaux implantés à Paris, Milan et Chypre, le marché européen est prioritaire, devant la Chine, dans la stratégie de développement de VeChain en 2021.

VeChain a développé une renommée mondiale. Elle collabore activement avec des Universités internationales reconnues telles que Tsinghua University, Stanford University, MIT, Oxford Mathematical Institute, City University of Hong Kong etc. pour développer ses capacités en R&D. VeChain est une des sociétés qui dépose le plus de brevets dans le monde dans le domaine de la blockchain.

Aujourd'hui, VeChain est classée dans le top 5% des start-ups par Early Metrics (l'agence française leader d'identification, notation et valorisation de start-ups innovantes et d'entreprises tech, à travers l'analyse de critères extra-financiers et financiers).

En janvier 2021, VeChain a été certifiée comme la première entreprise de blockchain 5 étoiles au monde par TÜV Saarland.

Le développement d'une nouvelle technologie de blockchain pour les entreprises : VeChainThor

VeChain propose des solutions pour permettre à ses utilisateurs de **suivre n'importe quel produit pour en assurer la traçabilité**. VeChain permet d'enregistrer toutes les étapes, informations, matières premières, etc. qui sont utilisées pour la fabrication d'un produit et permet son traçage de sa production à sa consommation.

Alors que ses solutions étaient initialement proposées sur la blockchain Ethereum, la société a opéré un **virage mi-2018 en créant sa plateforme VeChain Toolchain™ basée sur la technologie de blockchain VeChainThor (architecture publique et accessible à tous, développée par la VeChain Foundation à destination des entreprises)**, solution utile dans de nombreux secteurs pour garantir la qualité des produits mais qui permet aussi de lutter contre la contrefaçon.

Ainsi, VeChain se développe sur 4 activités : lutte contre la contrefaçon, suivi des produits dans la supply-chain, gestion d'un large éventail d'actifs dans le monde entier et la fourniture de plus d'informations concernant les produits aux consommateurs.

La traçabilité fonctionne grâce à un système comprenant une puce ou un code qui donne une identité propre à chaque produit échangé (puces NFC, puces RFID et codes QR). Ce procédé permet à n'importe quel moment aux utilisateurs de scanner via leur smartphone les informations sur le produit et d'en connaître tous les détails (fabrication, matériaux utilisés, stockage, etc.).

Des solutions VeChain à l'assaut de tous les types de marchés

Les solutions VeChain ont séduit de nombreuses entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile, de la logistique, du luxe et de la santé.

Dans l'agroalimentaire, les succès de VeChain s'illustrent par le lancement pour Walmart China en juin 2019 d'une plateforme de traçabilité pour la sécurité alimentaire. Elle a également signé un accord stratégique avec la grande enseigne de distribution chinoise de viandes de qualité premium, Shenzhen Yuhongtai Foods Co. Ltd. A l'automne

2020, VeChain est la première entreprise spécialisée dans les technologies blockchains à intégrer la China Animal Health And Food Safety Alliance (CAFA). Fin 2020, elle a également lancé la plateforme Foodgates, pour garantir toutes les étapes « de la production en France de produits agroalimentaires de qualité à leur consommation en Chine ».

VeChain a également opéré un tournant vers le secteur de la santé et à l'occasion de la crise de COVID-19, elle s'est associée à des entreprises américaines et chinoises, pour enrayer la propagation des masques défectueux. Elle projette également de lancer une plateforme de sécurisation de données médicales au sein de l'Hôpital méditerranéen de la République de Chypre. Plus récemment encore, la start-up a annoncé s'associer avec le gouvernement de la province chinoise du Hubei pour développer une plateforme de contrôle des risques pour lutter contre l'épidémie de COVID-19.

La cryptomonnaie comme levier de développement

En 2017, la VeChain Foundation a opéré une ICO (Initial coin offering), menant à la création du jeton VEN (sur la Blockchain Ethereum) qui est devenu le VET (sur la Blockchain VeChain Thor) et qui s'est accompagné de la création du jeton secondaire VTHO (a.k.a. Thor). Le fait de détenir des VET donne droit à l'octroi de VTHO de manière continue et uniforme (tous les détenteurs de VET reçoivent le même nombre de VTHO pour une période donnée, au prorata de leur quantité détenue). Le VTHO peut ensuite être échangé contre les services de l'écosystème de VeChain Thor. La dynamique entre ces deux jetons contribue à assurer l'équilibre du modèle économique de l'écosystème VeChain Thor tout en stimulant son développement.

Plus que jamais, VeChain croit en 2021 aux **solutions blockchains comme rôle déterminant dans les stratégies digitales des entreprises** pour les aider à atteindre leurs objectifs commerciaux et à développer une croissance durable.

Comité France Chine



LA BRI VUE DE BRASILIA

La stratégie BRI vue du Brésil

« Les monarches et les Etats étrangers sont censés être les vassaux de l'Empire du Milieu, puisqu'il n'y a pas deux soleils dans le Ciel, et qu'il ne peut y avoir deux empereurs sur Terre » (Roderick MacFarquhar, cité par Samuel Huntington dans « *Le Choc des Civilisations* »). L'Empire du Milieu est donc ce vers quoi le monde doit tendre. La *Belt and Road Initiative (BRI)* lancée en 2013 par la Chine de Xi Jinping, procède peut être de cette vision sino-centrique.

Ce grand projet a d'abord eu pour objectif de relier à la Chine toute l'Eurasie et l'Afrique grâce à la mise en place d'infrastructures et de grands couloirs économiques. Puis, la BRI est devenue globale, tous les pays du monde pouvant y adhérer, y compris les pays d'Amérique latine.

Les pays et organisations qui veulent adhérer au projet BRI signent avec la Chine des mémorandums de coopération. La Chine a déjà signé plus de 173 documents de coopération dans le cadre de la BRI, incluant 126 pays et 29 organisations internationales. (cf. *CEBRI – Brasil China o estado da relação, Belt and Road e lições para o futuro – Outubro 2019-p.26*)

En Amérique latine, il y a 18 signataires dont l'Uruguay, le Chili, le Pérou, l'Equateur, le Venezuela, le Guyana, le Suriname et Cuba, ainsi que d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le Brésil n'a pas encore adhéré.

Le manque d'intérêt du Brésil pour l'initiative BRI

Jusqu'à présent, le Brésil a préféré rester en dehors de la BRI. Selon Tatiana Rosito, auteur de l'Etude « *Base para uma estratégia de longo prazo do Brasil para a China* », publiée en octobre 2020 par le Centre Entrepreneurial Brésil Chine-CEBC*, le Brésil n'a pas adhéré à la BRI car, possiblement, il ne perçoit pas les avantages additionnels aux relations bilatérales déjà très riches. Le diplomate Marcos Caramuru de Paiva, ambassadeur du Brésil en Chine sous le gouvernement Temer, souligne que « *le Brésil maintient une distance délibérée vis-à-vis de la BRI* » tout en reconnaissant que « *la Chine aimerait voir progresser une adhésion explicite du Brésil à l'initiative* » (cf. « *CEBRI – Brasil China o estado da relação, Belt and Road e lições para o futuro – outubro 2019 – p.57 et 58* »*).

Des relations commerciales sino-brésiliennes déjà intenses

Le Brésil et la Chine entretiennent déjà des relations commerciales riches, réduisant l'attrait de la BRI pour le Brésil qui fournit d'abondantes matières premières à la Chine, qui elle-même investit abondamment au Brésil. La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil, devant les Etats-Unis et l'Europe.

Exportations brésiliennes en 2019 et 2020 – Principaux partenaires

	2019	2020
Chine	28,1%	34,2%
Europe	15,9%	15,1%
Etats-Unis	13,2%	9,7%

Source : *Comex Stat / Tatiana Rosito (CEBC)*

Les exportations brésiliennes en Chine portent presque exclusivement sur des produits de base, surtout agricoles, avec une prédominance du soja, produit pour lequel la Chine représente plus de 80% des exportations brésiliennes. Le Brésil répond à 52% des importations chinoises.

Répartition des exportations brésiliennes en Chine en 2019

Soja	32%
Pétrole	24%
Minerai de fer	23%
Viande	7%
Cellulose	5%
Fer et acier	2%

Source : *Comex Stat / Tatiana Rosito (CEBC)*

Même si le Brésil dégage continuellement depuis vingt ans un excédent commercial dans ses relations avec la Chine, les importations provenant de Chine portent sur des produits manufacturés, de plus forte valeur ajoutée, et plus diversifiés. Les importations de produits chinois représentaient 19,2% du total des importations brésiliennes en 2018 (cf. CEBRI).

La Chine : principal investisseur étranger au Brésil

Entre 2010 et 2017, le Brésil est devenu la 4^{ème} destination globale des investissements directs chinois. Des entreprises telles que State Grid et Three Gorges détiennent au Brésil respectivement 50% et 60% de leurs actifs à l'étranger.

Entre 2010 et 2019, la Chine et les Etats-Unis ont alterné les positions de premier et second investisseur au Brésil. En dix ans, de 2010 à 2019, la Chine a investi au Brésil plus que tout autre pays historiquement, à l'exception des Etats-Unis. (cf. *Bulletin des investissements étrangers – Pays sélectionnés, Année 3, N.2 juillet-septembre 2019*)

L'indépendance financière du Brésil

L'étude du CEBRI rappelle que la BRI souffre de trois critiques principales : (i) une gouvernance déséquilibrée; (ii) des impacts négatifs sur l'environnement et (iii) un endettement excessif.

Le Brésil, au-delà des opportunités claires d'investissement dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, dont le cadre réglementaire est consolidé, offre un marché des capitaux mûr qui le rend moins dépendant des financements externes. Il offre aussi d'autres sources de financements : la traditionnelle Banque Nationale de Développement Economique et Sociale – BNDES, de nombreux fonds privés de capital-risque et des instruments plus récents tels que les obligations subventionnées (« *debentures incentivadas* »).

On peut aussi ajouter les institutions financières internationales mises en place conjointement par le Brésil et la Chine, notamment la Nouvelle Banque de Développement – NBD, dans le cadre des BRICS.

Perspectives des relations sino-brésiliennes

La diversification commerciale de la Chine, offerte par la BRI, est-elle une menace pour le commerce sino-brésilien ?

Dans un article publié sur le site istoebrasil.org en novembre 2020, Jean-Yves Carfantan souligne que « *Si l'ensemble de l'agro-négoce brésilien est devenu très dépendant du marché de la République Populaire de Chine, l'inverse n'est pas vrai. A l'exception du soja en grains, la Chine diversifie ses importations* ».

Jean-Yves Carfantan souligne que la COVID-19 devrait avoir pour effet d'accentuer la réforme chinoise vers plus d'autonomie en approvisionnement agricole. Cette autonomie sera obtenue non pas seulement par une réforme interne de la Chine, mais par la diversification des fournisseurs étrangers, notamment en Asie Centrale et en Europe de l'Est, que la BRI permettra de rapprocher.

En diversifiant l'approvisionnement chinois, la BRI serait une menace pour les exportations agricoles brésiliennes.

La puissance de l'attrait brésilien

Le Brésil est continuellement excédentaire dans ses relations commerciales avec la Chine depuis 20 ans. Les Chinois veulent modifier cette asymétrie par une augmentation de leurs exportations vers le Brésil de produits à plus forte valeur ajoutée. Avec plus de 210.000.000 d'habitants, le Brésil est un marché attractif qui ne peut pas laisser la Chine indifférente. Avec ou sans la BRI, le Brésil reste incontournable avec ses produits de base et son marché intérieur.

Des relations bilatérales sino-brésiliennes traditionnelles et soutenues

Dans l'étude réalisée pour le CEBRI, Caramuru précise que « *Le gouvernement chinois nous voit comme le plus important pays en développement de l'hémisphère occidental, un pays avec lequel la Chine partage des vues et a construit une relation solide* ». Le Brésil a été le premier pays au monde avec lequel la Chine a établi un partenariat stratégique, en 1993. Puis, en 2004 la Commission sino-brésilienne de Concertation et Coopération (COSBAN) a été créée. Ces mécanismes ont produit des programmes de coopération diverses.

Au sein du groupe des BRICS, Brésiliens et Chinois coopèrent étroitement ; le calendrier 2019 prévoyait environ 100 réunions avec 30 domaines de coopération. Le premier grand projet des BRICS a été la création de la Nouvelle Banque de Développement – NBD, en 2014.

De façon générale, les relations sino-brésiliennes, marquées par le pragmatisme et les provocations verbales du président Bolsonaro pour signifier son alignement strict sur les Etats-Unis de Trump face à la Chine, sont en décalage avec les relations objectives du Brésil et de la Chine. La victoire de Joe Biden pourrait même réduire les provocations politiques anti chinoises.

« *La Chine et le Brésil sont deux des principaux pays en développement des hémisphères orientaux et occidentaux. Ils sont tous les deux membres du groupe des BRICS. Avec cela, il existe un champ de coopérations naturellement amplifié. La relation Brésil-Chine est dense et ne souffre pas de problème. Nous sommes amis. Nous partageons des visions et des valeurs différentes sur l'ordre international. Mais, récemment, ce dernier point, signifie que nous sommes plus attachés au multilatéralisme, à la différence de ceux qui, à ce moment de l'Histoire, les Etats-Unis notamment, ne valorisent pas les organisations internationales* » (Caramuru).

Notons que la croissance phénoménale de la Chine depuis trois décennies la propulse vers le rang de plus grande puissance mondiale. Ce rang devrait faire évoluer son regard sur le Brésil et sa stratégie à son égard.

Bertrand de Solère, CCE Brésil

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- En contrepoint de la BRI, Washington a récemment augmenté son soutien à l'Initiative des trois mers (3SI), créée par les présidents polonais et croate en 2015 (China US Focus, 3/11)
- La rupture de l'accord pour la construction du Melaka Gateway en Malaisie pourrait signifier la fin d'un projet de développement de 10,5md USD (South China Morning Post, 17/11)
- Soutenu par des subventions russes, un nouveau train de conteneurs transportant du fret japonais est parti de Vladivostok pour l'Europe le 18 novembre en utilisant le chemin de fer transsibérien (RailFreight.com, 20/11)
- Lors du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec), le président Xi Jinping réaffirme l'engagement de la Chine en faveur de son initiative "Belt & Road" la semaine dernière (South China Morning Post, 24/11)
- Le président chinois Xi Jinping s'est engagé à approfondir la coopération et à promouvoir une "route de la soie numérique" avec l'Asie du Sud-Est, (South China Morning Post, 27/11)
- La valeur des projets de la BRI dépasse aujourd'hui 4000md USD. La pandémie mondiale, conjuguée à d'autres difficultés financières, a obligé à renégocier les prêts accordés pour la BRI pour un montant d'environ 94 md USD (Silk Road Briefing, 27/11)
- La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) envisage de créer un département spécifique pour les infrastructures de santé et d'éducation en Asie (28/11)
- Le cinquième sommet de la BRI rassemble plus de 6 000 fonctionnaires, entrepreneurs et professionnels d'environ 80 pays et régions participant en ligne (30/11)
- Le Pakistan est sur le point d'adopter une loi qui placerait un organe supranational chargé de superviser le corridor économique sino-pakistanaï, partie de la BRI, sous le contrôle de l'armée pakistanaïse (Nikkei Asia, 30/11)
- L'Initiative BRI pourrait bientôt adopter un système de classification pour prévenir les dommages écologiques (CGTN, 2/12)
- La coalition de conseillers internationaux de l'Initiative BRI, soutenue par le gouvernement, a recommandé à la Chine d'appliquer des contrôles environnementaux plus stricts à ses investissements à l'étranger. Si cette recommandation était adoptée, elle s'écarterait de l'approche habituelle de la Chine qui consiste à s'en remettre aux règles du pays d'accueil pour régler ses investissements à l'étranger (China Dialogue, 4/12)
- Le Brésil devient un membre fondateur de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) (Caixin, 10/12)
- Dans une déclaration, Vladimir Poutine souhaite lier les activités de l'EAEU à la mise en œuvre de l'initiative chinoise "Belt & Road, la considérant comme un pas supplémentaire vers la création d'un grand partenariat eurasiatique dans le domaine de la sécurité et de la coopération économique et humanitaire (Russia Briefing, 16/12)
- L'interaction entre le nouvel accord de libre-échange africain (marché de 3400md USD) et l'initiative BRI promet un énorme potentiel de fabrication (Silk Road Briefing, 16/12)
- Les investissements dans la BRI se sont élevés à 23,5md USD pour le premier semestre 2020, ce qui est bien inférieur aux 104,7md enregistrés l'année dernière (Jing Daily, 27/11)
- Selon le ministre des finances de Taiwan, une alliance informelle dirigée par les États-Unis pour offrir une alternative à la BRI apportera une plus grande transparence aux pays qui cherchent des fonds pour développer leurs infrastructures (Bloomberg, 27/11)

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Alibaba a réalisé 62,58Md EUR de ventes au cours de 2020 (Siècle Digital, 13/11)
- Boeing prévoit que les compagnies aériennes chinoises vont commander 8600 nouveaux avions d'une valeur de 1400Md USD au cours des 20 prochaines années (Business France Traveler, 13/11)
- Selon Yang Xiaowei, directeur adjoint de l'Administration nationale du cyberspace, la valeur de l'économie numérique de la Chine est passée de 11 000Md CNY en 2016 à 35 800Md en 2019 (China Daily, 15/11)
- Les États-Unis restent le premier pays en termes de dépenses et de ventes d'armes, devant la Chine. 6 entreprises américaines et 3 chinoises figurent dans les 10 premiers fabricants dans le classement annuel du think-tank suédois Sipri (South China Morning Post, 7/12)
- Les réserves de change de la Chine ont augmenté de plus de 50Md d'USD en novembre pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis août 2016, grâce à la faiblesse du dollar et à un excédent commercial record (Caixin, 8/12)
- Selon les douanes chinoises, les exportations vers l'Afrique ont augmenté de 0,6 % au cours des 11 premiers mois ; les importations en provenance d'Afrique ont chuté de 23 % (South China Morning Post, 9/12)
- Les ventes de véhicules dits à énergie nouvelle en Chine (véhicules électriques, hybrides rechargeables et à pile à combustible) devraient augmenter de 40 % en 2021 pour atteindre 1,8m d'unités, a déclaré vendredi l'Association chinoise des constructeurs automobiles (Caixin, 12/12)
- Alors que le marché mondial du luxe a diminué de près de 23 % en 2020, la part de la Chine continentale est passée de 11 % à 20 % de ce marché (Inside Retail, 16/12)
- Le géant chinois des télécommunications Huawei, autrefois premier vendeur mondial de téléphones portables passe à la 7e place du classement mondial des livraisons 2021 (Technode, 6/1)

Relations extérieures, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La Chine offre à la Jamaïque des prêts et un savoir-faire pour construire de nouvelles autoroutes (New York Times, 8/11)
- Suite à la crise de COVID-19, les États-Unis, la Chine et d'autres pays du G20 conviennent pour la première fois d'une approche commune pour la restructuration de la dette publique (Reuters, 13/11)
- L'accès de la Chine à des composants clés de fabrication pour le jet de passagers C-919 suscite de plus en plus d'inquiétudes, en raison de sa dépendance vis-à-vis des exportations américaines (SCMP, 15/11)
- Les dirigeants de 15 pays de la région Asie-Pacifique concluent un des plus importants accords commerciaux de l'Histoire (Financial Times, 15/11)
- 20 ans après le 1^{er} forum sur la coopération sino-africaine, un nouveau sommet est prévu en septembre 2021 à Dakar, au Sénégal. (The Conversation, 17/11)
- L'accord du RCEP vise à réduire les droits de douane à zéro pour plus de 90 % des échanges de marchandises entre dix pays d'Asie du Sud-Est et cinq nations asiatiques, dont la Chine, le Japon et la Corée du Sud (Caixin, 18/11) Le RCEP a par la suite poursuivi ses activités sans la participation de l'Inde, bien que les membres du RCEP aient déclaré qu'ils "laisseraient la porte ouverte" à une participation future (India Briefing, 19/11)
- Pékin s'engage à augmenter le financement et les effectifs des opérations de l'ONU au Sahel (South China Morning Post, 22/11)
- L'Inde interdit 43 applications mobiles, y compris Ali Express (Reuters, 25/11)
- Lors d'une vidéoconférence sino-grecque en ligne, les responsables grecs ont exprimé leur confiance et ont salué les investissements de la Chine à l'ère post-pandémique (Hellenic Shipping News, 25/11)
- Dans un discours enregistré à l'Expo Chine-ASEAN à Nanning, Xi Jinping fait pression pour une plus grande unité numérique entre les nations d'Asie du Sud-Est (Coindesk, 27/11)
- Les États-Unis ont ajouté la société d'État China National Electronic Import-Export Co. (CEIEC) à la liste noire d'entreprises chinoises interdites d'acheter des produits américains, citant les liens de cette entreprise avec le gouvernement vénézuélien (Caixin, 2/12)
- Multipliant les mesures de rétorsion économique contre l'Australie pour l'intimider, la Chine impose des tarifs douaniers allant jusqu'à 212% sur ses importations de vins (Le Point, 3/12)
- Une nouvelle loi controversée sur le contrôle des exportations entre en vigueur en Chine ; elle autorise à entraver l'exportation de biens et de services stipulés avoir un impact sur la sécurité nationale (Jing Daily, 5/12)
- Selon des écologistes, le projet de la Chine de financer des dizaines de centrales à charbon étrangères devrait produire plus d'émissions que les principaux pays développés (Japan Times, 10/12)
- Le ministère chinois du Commerce annonce le lancement des négociations d'un accord portant sur le commerce de services et les investissements entre la Chine et la Biélorussie, en conformité aux règlements de l'OMC (18/12)

- L'administration Trump a mis Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) et le fabricant de drones DJI sur une liste noire d'exportations américaines (Financial Times, 21/12)
- L'UE et la Chine ont annoncé la conclusion, le 30 décembre 2020, d'un accord global sur l'investissement attendu EU-China CAI (BBVA Research, 31/12)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Le projet de proposition du 14e plan quinquennal (2021-2025) et du plan supplémentaire de perspective de 15 ans - Des objectifs à long terme jusqu'en 2035 – est adopté avec pour but ultime de faire de la Chine une "grande nation socialiste moderne" d'ici 2049 (ISPI, 6/11)
- Trois nouveaux radiotélescopes ont été ajoutés à la station de Kashgar pour créer une installation de suivi en espace lointain pour les missions lunaires et interplanétaires chinoises (South China Morning Post, 19/11)
- Le plan chinois pour les nouveaux véhicules à énergie (NEV) dans les 15 prochaines années vise à promouvoir la transition d'une industrie dirigée par l'État à une industrie dirigée par le marché (Technode, 25/11)
- **Selon un rapport publié lors de la conférence mondiale sur Internet, la Chine a dépassé les États-Unis pour la première fois en termes de nombre de demandes de brevets d'intelligence artificielle (China People, 26/11)**
- Un prototype vole dans une soufflerie hypersonique simulant des conditions de vol à neuf fois la vitesse du son (South China Morning Post, 1/12)
- Selon les médias d'État, la Chine construit sur sa côte orientale une infrastructure qui lui permettra de lancer des fusées depuis la mer, ont rapporté (South China Morning Post, 3/12)
- Le premier réacteur nucléaire de troisième génération utilisant la technologie Hualong-1 a été connecté au réseau électrique national le 27 novembre dans la province du Fujian (Les Echos, 4/12)
- Le réacteur Tokamak HL-2M est capable de fonctionner à 150 millions de degrés Celsius, nouveau jalon pour la Chine dans sa quête d'énergie propre par la fusion nucléaire contrôlée (South China Morning Post, 5/12)
- Selon un document interne qui donne des détails sur le régime chinois de surveillance par intelligence artificielle, Huawei teste un logiciel de reconnaissance faciale qui pourrait envoyer des "alarmes ouïgoures" automatisées aux autorités gouvernementales lorsque ses systèmes de caméras identifient des membres du groupe minoritaire (Business Insider, 8/12)
- Les ventes mensuelles de téléphones 5G en Chine ont dépassé la barre des 20 millions en octobre, alors que les grandes marques faisaient une promotion agressive de leurs derniers modèles afin d'exploiter la demande créée par la campagne de Pékin visant à développer rapidement la technologie de pointe (Caixin, 11/12)
- ARM China a annoncé début décembre avoir développé de façon indépendante un processeur d'image (ISP) de la gamme Linglong, avec des performances de 8M de pixels pour une fréquence de 600 MHz pour la version haut de gamme (PER Pékin, 14/12)
- Un vaisseau spatial chinois non habité transportant des roches et de la terre de la lune est revenu sur terre (The Guardian, 16/12)
- Un communiqué conjoint du ministère des Finances, de l'Administration des impôts, de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) annonce des exonérations fiscales pour les entreprises produisant des semi-conducteurs (18/12)
- Une fusée Longue Marche-8 transportant cinq satellites dans l'espace est lancée depuis Hainan. La future variante de cette fusée sera réutilisable (South China Morning Post, 22/12)
- Le C-919, premier avion de ligne à fuselage étroit développé par la Chine, commence ses vols d'essai par temps froid avec pour but des livraisons officielles qui commenceront l'année prochaine (28/12)
- Concurrençant Huawei et sa marque Honor Budget, Xiaomi lance son dernier smartphone phare deux mois avant la date prévue (Caixin, 29/12)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Selon une personne proche du dossier, Foxconn va transférer l'assemblage de certains iPad et MacBook de Chine au Vietnam à la demande d'Apple (Reuters, 26/11)
- Le fondateur de Huawei, Ren Zhengfei, annonce une réorganisation de ses activités dans le secteur automobile, la société s'appêtant à consolider de nouvelles sources de revenus (Technode, 26/11)
- Honor, marque de smartphones à petit budget vendue par Huawei, devrait s'ouvrir à des partenaires internationaux, déclare le fondateur et PDG de Huawei, Ren Zhengfei (Caixin, 27/11)
- Dans un effort de diversification, Huawei lance son premier écran intelligent pour voiture (Caixin, 22/12)
- WeRide, start-up chinoise développant des véhicules autonomes, déclare avoir reçu 200m USD du groupe Yutong, pour développer ensemble des autobus à conduite autonome (Reuters, 23/12)
- CATL, 1er producteur chinois de batteries pour véhicules électriques, augmente sa capacité grâce à des investissements totalisant 39Md CNY dans trois centres du pays (Caixin, 31/12)

Accords, contrats et marchés significatifs

- L'Italie a signé lundi un partenariat avec Alibaba pour créer un magasin virtuel de produits italiens, dans le but de stimuler les exportations interentreprises (B2B) dans le contexte de la pandémie COVID-19 (Reuters, 23/11)

- Les autorités indonésiennes pourraient donner le feu vert à l'utilisation en urgence d'un vaccin COVID-19, développé par la société biopharmaceutique chinoise Sinovac Biotech Ltd, d'ici la fin janvier (Caixin, 23/11)
- Vale et le port chinois de Ningbo Zhoushan ont signé un accord pour investir environ 4,3Md CNY dans des installations de stockage et de traitement du minerai de fer dans le Zhejiang, (Mining.com, 13/11)
- COSCO va investir 70m EUR pour la modernisation et l'extension de la capacité des trois terminaux à conteneurs de l'Autorité portuaire du Pirée (OLP), selon le journal grec en ligne, e-kathimerini (Maritime Gateway, 17/11)
- Le plus grand opérateur portuaire chinois conclut un accord de financement avec Djibouti pour transformer son port en un centre d'affaires international (South China Morning Post, 5/1)
- Six nouveaux navires de 24.232 conteneurs EVP, la plus importante capacité enregistrée à ce jour, vont être construits en Chine et exploités pour le compte du groupe suisse Mediterranean Shipping Company (Mer et Marine, 8/1)

Financements publics et privés, aides financières, environnement monétaire

- La Chine a vendu sa première obligation souveraine à rendement négatif (Financial Times, 19/11)
- Tsinghua Unigroup et le constructeur automobile Brilliance indiquent qu'ils ne peuvent pas faire face à leur prochaine échéance de remboursement d'obligations et qu'ils ne seront pas soutenus par l'État (Crédit Agricole Etudes Economiques, 25/11)
- China Construction contribue à l'achèvement de la preuve de concept d'une obligation émise et gérée sur la base de la technologie blockchain, un projet mené conjointement par la bourse nationale de Malaisie, Bursa Malaysia Berhad, et la société fintech singapourienne Hashstacs Pte. Ltd (Caixin, 4/12)
- La Chine a alloué plus de 9Md USD de quotas à ses sociétés fiduciaires nationales dans le cadre du programme Qualified Domestic Institutional Investor (QDII) pour les encourager à investir davantage sur les marchés étrangers (Caixin, 9/12)
- Le fabricant de vêtements chinois qui contrôle des marques comme Lycra et Gieves & Hawkes a révélé lundi qu'il n'avait pas remboursé aux investisseurs une obligation de 153m USD (Financial Times, 14/12)
- La Chine cherche à dominer les cours mondiaux des matières premières. Le pays vient de donner la possibilité aux investisseurs étrangers de négocier les contrats sur l'huile de palme (Ecofin, 23/12)
- Shenzhen a lancé une deuxième loterie numérique en yuan quelques jours seulement après que Suzhou ait conclu la sienne, tandis qu'un café de Pékin a commencé à accepter la monnaie numérique (Technode, 5/1)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- State Grid Corp. of China rachète pour 2,57Md USD une entreprise de réseau électrique au Chili (Bloomberg, 14/11)
- Baidu accepte de racheter l'activité de diffusion en direct de Joyy Inc. (vidéo numérique) pour la Chine (Bloomberg, 16/11)
- China Molybdenum acquiert pour 550m USD auprès de l'Américain Freeport-McMoran, le projet de cuivre-cobalt Kisanfu en RDC (Ecofin, 14/12)
- Le Canada rejette un plan de la société chinoise Shandong Gold Mining Co. Ltd., visant à acquérir une société minière qui opère dans l'Arctique canadien (Caixin, 23/12)
- Le gouvernement de Berlin arrête l'acquisition d'IMST, petite entreprise allemande spécialisée dans les technologies satellitaires, 5G et radar par une filiale de Casic, société chinoise d'armement (USA-Vision, 5/1)

Projets en cours

- Xpeng, une société cotée aux Etats Unis surnommée « Tesla of China » a annoncé son intention de commencer à installer des capteurs Lidar sur ses voitures produites en série l'année prochaine, afin de prendre un avantage sur le marché très concurrentiel des véhicules électriques intelligents du pays (Caixin Tech, 23/11)
- Une grande partie du nouvel aéroport international de Phnom Penh sera construite par une entreprise publique chinoise, laissant Vinci, opérateur exclusif de l'actuel aéroport face à un avenir incertain (Asia Nikkei, 27/11)
- Selon Handelsblatt, l'Allemagne va permettre à Huawei de développer une partie de son réseau 5Gn (Asia Times, 30/11)
- Les autorités de Hong Kong travaillent avec la banque centrale chinoise pour tester le yuan numérique avec le géant du commerce électronique JD.com (Technode, 08/12)
- Déjà détenteur depuis mars 2020 de 10% du capital, Tencent porte toujours beaucoup d'intérêt au label de musique Universal Music (Ecofin, 21/12)

Partenariats

- Le producteur australien de nickel et d'or IGO déclare investir 1,4md USD dans une unité locale de la société chinoise Tianqi Lithium Corp pour une participation dans la mine de lithium de Greenbushes (Reuters, 08/12)
- La Chine va ouvrir à la communauté scientifique internationale le radiotélescope du Guanqxi (China Daily, 5/1)

- Honor, marque de téléphones portables à bas prix issue de Huawei, s'apprête à reprendre un partenariat avec Qualcomm pour livrer dans les prochains mois de nouveaux téléphones basés sur les puces 5G du géant américain des semi-conducteurs (South China Morning Post, 7/1)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Brèves politico-économiques

- **L'image de la Chine est « négative » en France, à droite comme à gauche**
Le sentiment des Européens à l'égard de la République populaire de Chine s'est nettement dégradé durant la crise de COVID-19, selon un sondage sur l'image de la Chine publié mardi 24 novembre et mené entre septembre et octobre dans treize pays européens (dont la Russie) par un collectif de chercheurs à l'initiative de l'université Palacky d'Olomouc, en République tchèque. (Le Monde 24/11/2020)
- **Du RCEP au CPTPP, un pont trop loin ?**
Cinq jours après avoir signé le plus large accord de libre-échange au monde, le « partenariat régional économique global » (RCEP) avec 14 autres pays d'Asie-Pacifique (sans l'Inde), le 15 novembre le Président XI Jinping créait la surprise au forum de l'APEC en déclarant envisager « activement » de rejoindre le « partenariat transpacifique global et progressiste » (CPTPP) signé en janvier 2018. (Le Vent de la Chine 07/12/2020)
- **Emmanuel MACRON s'entretient avec XI Jinping sur le climat cinq ans après l'Accord de Paris.**
Le président français s'est entretenu mercredi au téléphone avec le président chinois pour discuter des engagements des deux pays en 2021 pour faire appliquer l'Accord de Paris sur le climat, signé il y a maintenant cinq ans. Les deux présidents ont également échangé sur la coopération sino-française. (Le Figaro 09/12/2020)
- **Le partenariat stratégique global sino-français en première ligne des relations sino-occidentales.**
Dans un discours de fin d'année 2020, l'ambassadeur de Chine en France, SEM LU Shaye, s'est exprimé lundi dans un communiqué de presse sur les bilans et perspectives des relations sino-françaises. Il a estimé que l'année 2021 marquait le début d'une nouvelle étape dans le développement de la Chine, celle de l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne. Le monde a de bonnes chances d'entrer dans l'ère post COVID-19. Les relations sino-françaises se verront offrir de nouvelles opportunités de développement importantes (French.china.org.cn 29/12/2020)
- **L'UE accepte un accord d'investissements avec la Chine.**
Pékin et Bruxelles sont parvenus à un accord pour permettre un meilleur accès des investissements européens au marché chinois. L'objectif clair des Européens est de rééquilibrer l'accès à ce marché chinois, tout en assurant des conditions de concurrence plus équitables. Bruxelles insiste sur le fait que la Chine n'est « jamais allée aussi loin » dans l'ouverture de ses marchés. Pour l'Élysée, l'accord est une façon de marquer la souveraineté européenne. Cependant, cet accord n'a pas donné lieu à la publication du texte définitif et la signature et l'éventuelle ratification de ce texte attendront plusieurs mois. (Le Monde 31/12/2020)
- **La Chine avance vers le titre de première puissance économique.**
La Chine aborde cette nouvelle année avec l'aura d'une première puissance économique mondiale (14 860 milliards de richesse nationale), juste derrière les États-Unis, alors que les Européens s'enlisent dans la récession. La Chine ressort comme la seule des grandes nations industrialisées en croissance : +10,2% de croissance sur 2 ans par rapport à 2019, suivie des États-Unis dans le rouge avec un recul de 1,2% de croissance sur 2 ans. (Marianne 02/01/2021)

Contrats et partenariats

- **Marketing du luxe : LAUNCHMETRICS rachète PARKLU.**
La start-up française LAUNCHMETRICS (environ 200 collaborateurs avant le rachat), spécialisée dans le marketing du luxe et la gestion des influenceurs, a racheté un concurrent en Chine, PARKLU (45 salariés), et dispose désormais d'une plateforme mondiale pour comparer l'efficacité des dépenses de communication des marques de luxe, a-t-elle indiqué. PARKLU apporte "l'intégration des données de près de 100.000 influenceurs chinois". (Le Figaro / AFP 17/11/2020)

Implantations et Investissements croisés

- **MG se renforce en France avec 6 sites et vise entre 60 et 80 concessions en 2021.**
MG, marque du groupe chinois SAIC, a renforcé sa couverture en France avec six nouveaux points de vente, situés dans l'ouest de la France. Elle espère s'appuyer sur 60 à 80 concessions en 2021 pour commercialiser ses véhicules de loisir électrifiés. A la différence d'un LYNK & CO (groupe GEELY, chinois également), qui a opté pour un format inédit, basé sur de la location en ligne, MG entend recourir à un réseau de distribution traditionnel. (L'Argus 25/11/2020)
- **HUAWEI installe sa première usine hors de Chine en France.**
Très présente sur le secteur des télécoms et de la 5G, HUAWEI a déjà mis en place ses solutions dans de nombreuses villes et souhaite accroître sa présence en Europe et en France. (Les Numériques, 02/01/2021). Ainsi, l'usine HUAWEI de Brumath, à proximité de Strasbourg, devrait produire l'équivalent d'un milliard d'euros d'équipements par an. Le site, qui représentera un investissement minimal de 200 millions d'euros et emploiera dans un premier temps 300 personnes, produira des équipements liés notamment à la technologie 5G destinés à l'ensemble du marché européen. (L'Obs 17/12/2020)
- **DONGFENG-SERES : objectif de 30 distributeurs en France en 2021.**
Le constructeur chinois DONGFENG s'apprête à débarquer en France avec une camionnette et deux SUV électriques via sa marque SERES, importée en Europe par l'Allemand ECOWAY. La marque vise une trentaine de distributeurs en 2021 en France. (L'Argus 24/12/2020)
- **MINISO, enseigne chinoise du discount en pleine expansion s'installe en France.**
MINISO est un nom qui s'exporte de plus en plus, en comptant à son actif plus de 4 200 boutiques ouvertes dans le monde en seulement 7 ans d'existence. MINISO entend proposer des produits de bonne qualité à des prix abordables si possible, afin de deviner et satisfaire les besoins de ses clients grâce à un suivi minutieux et en temps réel des données produits, en leur offrant du luxe bon marché pour raviver le désir des consommateurs. (Boursorama 26/12/2020)

Autres initiatives de coopération

- **Les porcs bretons repeuplent la Chine.**
Frappée par la peste porcine africaine (PPA) qui a décimé une bonne partie de son cheptel, (elle produit la moitié des porcs de la planète), la Chine achète à tour de bras depuis deux ans de la viande sur le marché mondial, ce qui a fait grimper les prix. Mais cette année, elle a en plus renforcé ses achats de génétique (principalement des femelles en race pure) pour reconstituer par l'importation sa pyramide de sélection. L'image de cochons bretons expédiés vivants par milliers pour repeupler les élevages de Chine avait fait le tour des médias en début d'année. (Ouest France 01/12/2020)
- **90 % de la production française de lin part en Chine pour y être transformée en fil.**
Ce sont de 80 à 90 % des fibres de lin produites en Europe (la France, numéro un mondial, en fournit 80 %), qui sont exportées vers la Chine et l'Inde pour y être traitées, selon la Confédération européenne du lin et du chanvre (CELC). Le centre de gravité du textile mondial s'est en effet déplacé vers l'Asie depuis la fin des années 90, entraînant la disparition de l'industrie de la filature en France. (Le Figaro 07/12/2020)

- **Chine : ouverture de la 17^{ème} édition du Panorama du cinéma français à Beijing.**
La 17^{ème} édition du Panorama du cinéma français s'est ouverte le 3 décembre à Beijing, capitale chinoise, avec une sélection de huit longs-métrages illustrant la diversité des talents du cinéma français. Lors de la cérémonie d'ouverture du Panorama, le comédien chinois HUANG Xiaoming s'est vu remettre les insignes de chevalier dans l'ordre des arts et des lettres par Laurent BILLI, Ambassadeur de France en Chine. (Xinhuanet 04/12/2020)
- **Chine : organisation du premier week-end du design franco-chinois à Shanghai.**
Conçu et organisé par le Consulat général de France à Shanghai, le premier week-end du design franco-chinois s'est déroulé du 4 au 6 décembre dans différents lieux de Shanghai. (French.people.cn 09/12/2020)
- **En Chine, la guerre du vin avec l'Australie fait saliver la concurrence.**
En imposant de lourdes sanctions antidumping au vin australien, Pékin rebat les cartes sur son juteux marché des alcools et les autres importateurs s'en frottent les mains. (La Revue du vin de France 24/12/2020)
- **Percée réalisée dans l'utilisation des données du satellite océanographique Chine-France (CFOSat).**
Développé conjointement par l'Administration nationale de l'espace de Chine (ANEC) et le Centre national d'études spatiales, l'agence spatiale française, CFOSat, le premier satellite océanographique sino-français, a été lancé en octobre 2018 et mis en service en février 2020. Le calcul précis du stress induit par les vagues à la surface de la mer a été réalisé pour la première fois à l'aide des données d'observation du satellite océanographique Chine-France (CFOSat), moins d'un an après sa mise en service. (French.xinhuanet.com 25/12/2020).

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

Olivier Le Baube, CCE France

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.
Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.